

**PERMIS DE CONSTRUIRE avec prescriptions
COMPRENANT DES DÉMOLITIONS
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		référence dossier
Demande déposée le 26/08/2010 Complétée le 24/09/2010, 01/10/2010, 15/11/2010 et le 06/01/2011		N° PC 094 018 10 N 1013
Par : OGEC NOTRE DAME DES MISSIONS SAINT PIERRE Représentant : Madame BARRES Annette Demeurant à : 4 rue du Président Kennedy 94220 CHARENTON LE PONT Pour : Travaux sur construction existante : démolition d'un bâtiment pour réaménagement et agrandissement de la partie lycée du groupe scolaire Sur un terrain sis à : 4 rue du Président Kennedy	S.H.O.N. créée : 1641 m ²	

19 AVR 2011

Le Maire :

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le plan Local d'Urbanisme de Charenton le Pont approuvé le 21/12/2006 et modifié le 15/02/2008 et le 30/06/2010,

Vu la demande de permis de construire susvisée, déposée le 26/08/2010 et portant sur la démolition d'un bâtiment de 656 m² de Surface Hors Œuvre Nette et le réaménagement et l'agrandissement de la partie lycée du groupe scolaire Notre Dame des Missions Saint-Pierre pour une Surface Hors Œuvre Nette de 1641 m² sur un terrain situé 4 rue du Président Kennedy,

Vu les nouveaux documents en date du 24/09/2010, 01/10/2010, 15/11/2010 et 06/01/2011,

Vu les arrêtés préfectoraux n° 2002-06, n° 2002-07 et n° 2002-08 du 03/01/2002 relatifs au classement sonore des infrastructures de transports terrestres,

Vu les avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 23/09/2010 et du 29/11/2010,

Vu l'avis de l'Inspection Générale des Carrières du 17/09/2010,

Vu l'avis de la Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées du 29/09/2010,

Vu l'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, Service Régional de l'Archéologie du 27/09/2010,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité contre les Risques d'Incendie et de Panique dans les Établissements recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur en date du 28/03/2011,

ARRETE

Article 1 -

Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée et pour une Surface Hors Œuvre Nette de 1641 m².

Article 2 -

Ledit permis est assorti des prescriptions énoncées ci-après :

Avant tout début d'exécution des travaux, le tracé d'alignement à respecter, et le bateau d'accès devront faire l'objet de demandes particulières d'autorisation.

La réfection du trottoir sera effectuée dès l'achèvement des travaux, suivant les prescriptions données par les Services Techniques Municipaux.

A l'intérieur de la propriété, le réseau d'assainissement devra être réalisé en système séparatif, conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental du 26/02/1985.

Le raccordement sur le réseau communal d'assainissement devra faire l'objet d'une demande réglementaire auprès des Services Techniques de la Mairie.

Les eaux pluviales, non polluées, issues des toitures devront dans toute la mesure du possible être infiltrées sur place. Toutes dispositions seront prises pour recueillir les eaux pluviales sans rejaillissement sur les fonds voisins.

Les aménagements au sol, les plantations figurant au plan devront être réalisés avant la déclaration d'achèvement de travaux.

Toute découverte fortuite à caractère archéologique ou historique qui pourrait être effectuée au cours des travaux devra être signalée à la Direction Régionale des Affaires Culturelles/service de l'archéologie conformément à l'article L.531-14 du code du patrimoine.

La construction, située dans un secteur affecté par le bruit d'un réseau ferroviaire classé en catégorie 3 et par le bruit de voies routières classées en catégorie 3 et 4 au plan local d'urbanisme, devra présenter une isolation phonique appropriée.

L'attention du pétitionnaire est appelée sur le fait que le projet est situé dans une zone sous-minée par d'anciennes carrières. **En conséquence, les prescriptions de l'Inspection Générale des Carrières, dont copie ci-jointe, devront être strictement respectées.**

Les prescriptions émises dans les rapports :

- de la **Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris** en date du **03/02/2011**,
 - du **Service Départemental des Architectes de Sécurité** du **20/09/2010**, **29/11/2010** et **10/01/2011**,
 - du **Laboratoire Central de la Préfecture de Police** du **22/12/2010** et **14/03/2011**,
- annexés à l'avis du **28/03/2011** de la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité contre les Risques d'Incendie et de Panique dans les Etablissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur devront être strictement respectées.

Article 3 -

La réalisation du projet donnera lieu au versement des taxes dont le permis de construire est le fait générateur : Taxe Locale d'Equipement (T.L.E.), taxe complémentaire pour la région Ile-de-France, taxe départementale pour les Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (C.A.U.E.) et Taxe Départementale sur les Espaces Naturels Sensibles (T.D.E.N.S.).

Le projet présenté est soumis au versement de la redevance d'archéologie préventive.

Le montant des versements dus sera transmis ultérieurement.

Fait à Charenton-Le-Pont, le 11 AVR 2011



Le Maire
Jean-Marie BRETILLON

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivants :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

Le préfet et l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable, ainsi que les fonctionnaires et les agents commissionnés à cet effet par le ministre chargé de l'urbanisme et assermentés, peuvent visiter les constructions en cours, procéder aux vérifications qu'ils jugent utiles et se faire communiquer tous documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments, en particulier ceux relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées quel que soit le type de handicap. Ce droit de visite et de communication peut aussi être exercé après l'achèvement des travaux pendant trois ans. (art. L.461-1 du Code de l'Urbanisme).

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.